

PAYS-BAS

La croissance devrait rester vigoureuse et s'établir à 3.3 % en 2018 puis à proximité de 3 % en 2019, grâce au dynamisme de la consommation privée et de l'investissement. La hausse des salaires et celle des prix devraient s'accélérer parallèlement à la résorption du volant de ressources inemployées dans l'économie. L'excédent des paiements courants devrait rester à un niveau élevé.

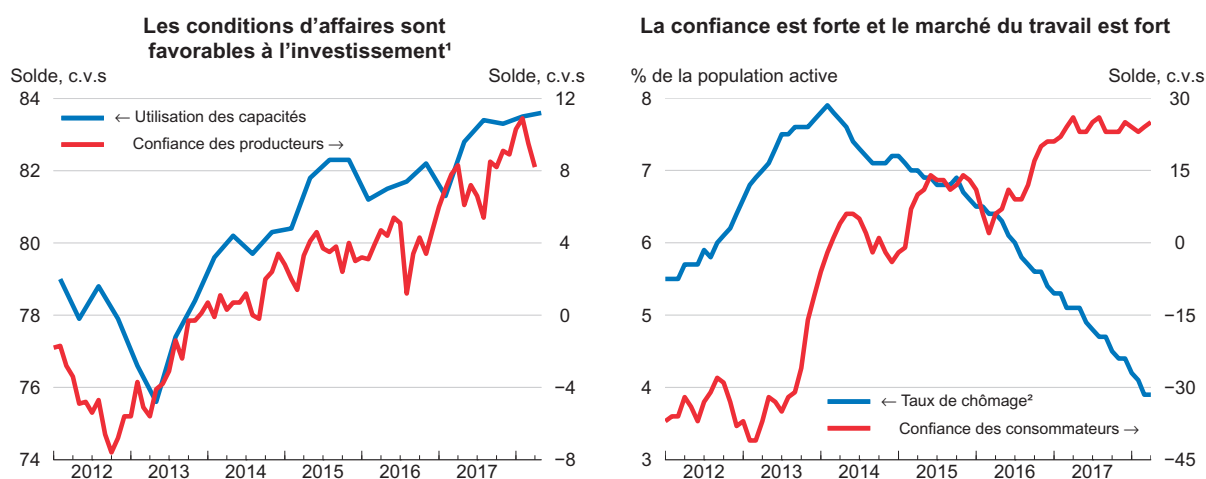
Pour assurer une croissance plus inclusive, il faudrait réformer le marché du travail de façon à renforcer la mobilité et à améliorer les perspectives d'emploi des groupes vulnérables. Les facteurs de vulnérabilité liés au marché du logement devraient être réduits en revoyant à la baisse la quotité maximale de financement (ratio prêt/valeur du bien) applicable aux nouveaux crédits hypothécaires. Les réformes du système professionnel de retraite devraient viser avant à tout à améliorer la transparence et la solidarité du système.

La vigueur de la demande interne et externe tire la croissance

L'expansion économique reste forte, notamment grâce à la croissance de la consommation et à la vigueur de l'investissement des entreprises, soutenus tous deux par des conditions financières favorables. Le dynamisme de la demande externe, en particulier de celle émanant des autres pays de la zone euro, se traduit par une progression rapide des exportations, qui a également bénéficié des récents gains de compétitivité. La croissance de l'investissement résidentiel demeure très dynamique.

La faiblesse du taux de chômage et l'apparition de pénuries de main-d'œuvre tirent les salaires vers le haut et amènent de plus en plus d'entreprises à recruter sous contrat permanent. Cette situation a quelque peu limité l'augmentation de la part du travail indépendant dans l'emploi total. Les tensions observées sur les marchés du travail et des produits entraînent une accélération de l'inflation, mais à partir d'un niveau très bas.

Pays-Bas



1. Les données se rapportent au secteur manufacturier.

2. Les données sont corrigées des variations saisonnières et concernent la population âgée de 15 à 75 ans.

Source : Bureau central des statistiques (CBS, Centraal Bureau voor de Statistiek).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933730389>

Pays-Bas : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	663.1	2.3	2.1	3.3	3.3	2.9
Consommation privée	296.7	2.0	1.5	1.9	2.7	2.5
Consommation publique	172.0	-0.2	1.1	1.2	3.0	2.6
Formation brute de capital fixe	119.5	11.0	5.2	5.7	6.1	5.4
Demande intérieure finale	588.2	3.2	2.2	2.6	3.6	3.2
Variation des stocks ¹	3.0	0.1	-0.4	-0.2	0.1	0.0
Demande intérieure totale	591.2	3.3	1.7	2.4	3.7	3.2
Exportations de biens et services	547.7	6.5	4.1	6.4	4.0	3.8
Importations de biens et services	475.8	8.4	3.9	5.7	4.7	4.3
Exportations nettes ¹	71.9	-0.7	0.6	1.2	0.0	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.8	0.6	1.1	2.0	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	0.2	0.1	1.3	1.6	2.4
IPCH sous-jacent ²	–	0.9	0.6	0.8	1.2	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.9	6.0	4.9	3.9	3.5
Taux d'épargne nette des ménages ³ (% du revenu disponible)	–	6.5	6.4	6.1	6.1	6.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-2.1	0.4	1.1	0.7	0.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	77.5	75.3	68.7	66.2	63.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	64.6	61.8	56.7	54.2	51.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	8.7	8.5	10.2	10.5	10.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731320>

L'action publique devrait être axée sur la croissance à long terme et remédier aux facteurs de vulnérabilité financière

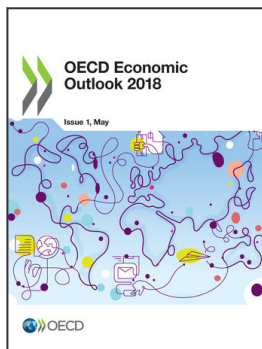
L'orientation de la politique budgétaire devrait s'assouplir sensiblement, compte tenu des mesures annoncées dans le récent accord de coalition. Cette orientation accommodante est appropriée, dans la mesure où la situation des finances publiques est saine, malgré son caractère légèrement procyclique. Il faudrait continuer d'ajuster la structure de la fiscalité et des dépenses dans l'intérêt de la croissance à long terme. Les politiques d'activation de la main-d'œuvre peuvent être mieux ciblées, et il faudrait raccourcir le délai de carence au terme duquel les nouveaux chômeurs peuvent accéder aux dispositifs de réinsertion des services publics de l'emploi. Un financement public direct plus important des activités de recherche-développement (R-D), destiné à compléter l'allègement fiscal prévu au titre des dépenses privées de R-D, renforcerait le stock de capital ; il en irait de même d'une réduction des obstacles qui entravent l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) aux financements, en particulier du coût relativement élevé d'obtention des prêts bancaires. Les réformes du deuxième pilier du système de retraites devraient viser à le rendre plus clair en ce qui concerne les cotisations individuelles et les

prestations attendues. Elles devraient aussi améliorer davantage encore la transférabilité des droits à pension, pour permettre une plus grande mobilité sur le marché du travail.

Le bas niveau des taux d'intérêt continue d'étayer une hausse rapide des prix des logements dans les grandes villes. Dans le même temps, l'endettement élevé des ménages et la forte exposition des banques néerlandaises aux prêts hypothécaires rendent l'économie et le système financier vulnérables à une correction brutale des prix des logements. Le gouvernement devrait abaisser encore la quotité maximale de financement (ratio prêt/valeur du bien) applicable aux nouveaux crédits hypothécaires, et s'efforcer d'accroître l'offre de logements et de freiner la montée des prix sur les marchés en surchauffe, en assouplissant la réglementation stricte du marché locatif privé.

La croissance restera vigoureuse

La croissance demeurera forte pendant toute la période considérée, sous l'effet du dynamisme économique observé tant sur le plan extérieur qu'intérieur. La croissance de la consommation devrait s'accélérer et l'investissement des entreprises augmenter rapidement. Les tensions sur les capacités de production continueront à tirer les prix vers le haut, si bien que le taux d'inflation devrait dépasser 2 %, en partie du fait d'un relèvement du taux réduit de TVA, et à alimenter une augmentation rapide des salaires. Le principal risque de divergence à la baisse par rapport aux prévisions réside dans les négociations concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). Une surchauffe éventuelle sur le marché du logement, liée à une généralisation à l'ensemble des villes de la montée rapide des prix, ou à une déconnexion de paramètres fondamentaux comme la croissance des revenus et des loyers, pourrait représenter un risque pour la stabilité financière. À l'inverse, une diminution de l'incertitude, conjuguée aux niveaux presque records atteints par la confiance des entreprises et celle des consommateurs, pourrait se traduire par une croissance plus forte qu'on ne s'y attend.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Pays-Bas », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-35-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.